

Révélation sur le système Öcalan

L'opposition au sein du PKK Vers l'éclatement du parti d'Abdullah Öcalan ?

Chris Kutschera

La main tendue aux autorités turques par le leader du pkk, Abdullah Öcalan, suscite la révolte d'anciens cadres de son mouvement. Ceux-ci sont pour l'instant trop désorganisés pour pouvoir offrir une alternative.

Que faire quand un leader idolâtré par ses partisans ne se montre pas à la hauteur? Depuis l'arrestation d'Abdullah Öcalan, et surtout depuis son procès, un certain nombre de militants du PKK ne cessent de se poser cette question: comment manifester leur opposition aux initiatives plus surprenantes les unes que les autres d'Öcalan? Prônant désormais une «solution démocratique» de la question kurde avec de vagues droits culturels, Öcalan n'a cessé en effet de multiplier les déclarations depuis sa prison d'Imrali, avec l'assentiment, pour ne pas dire plus, des autorités turques : il a successivement ordonné à ses troupes de cesser le combat, puis de se retirer du Kurdistan, avant d'envoyer un certain nombre de ses cadres se rendre aux autorités turques -- qui les ont immédiatement jetés en prison.

Öcalan a donné l'ordre au congrès qui s'est réuni il y a quelques mois au Kurdistan irakien de changer les noms très symboliques de deux des institutions du PKK, l'ERNK et l'AGRK, pour les appeler désormais union démocratique du Kurdistan et forces populaires de défense. Et certains redoutent qu'il décide de dissoudre le PKK pour former un parti social-démocrate, achevant ainsi d'anéantir une lutte de 20 ans pour le droit des Kurdes à l'autodétermination: fondamentalement, ce que lui reprochent tous ceux qui le critiquent à voix haute, ou

plus souvent dans leur for intérieur, c'est d'avoir renoncé à ce rêve fou qui avait mobilisé des dizaines de milliers de jeunes Kurdes venus de toutes les parties du Kurdistan — la lutte pour l'indépendance d'un Kurdistan enfin réunifié.

Encore très fragmentée et divisée, l'opposition à Ocalan comprend notamment un certain nombre d'anciens membres du comité central du PKK. Si cinq ou six d'entre eux ont été éliminés physiquement (Mehmet Cener, Shahin Balic, etc), si trois se sont suicidés, il en reste au moins huit en vie: certains agissent dans une semi clandestinité, comme Selahattin Celik et Sukru Gulmus en Allemagne et Mahir Walat à Moscou; d'autres dans une clandestinité totale, comme Selim Curukkaya en Allemagne et Kesire Yldirin, l'ancienne femme d'Ocalan, probablement en Suède.

Certains d'entre eux figurent parmi les fondateurs historiques du PKK: Sukru Gulmus a rejoint la mouvance d'Öcalan dès 1977 avant même la fondation du PKK (novembre 1978) et il a dirigé en 1979 un des premiers «groupes de propagande armée» du PKK, avant le début de la lutte armée proprement dite. Arrêté en février 1980, condamné à mort, il a passé 11 ans dans la prison de Diyarbakir avant d'être libéré en très mauvaise santé (il souffrait d'une hépatite grave qui a nécessité une greffe du foie). Selahattin Celik avait participé aux premières réunions secrètes qui ont précédé la fondation du PKK; et surtout il a fait partie du petit noyau de dirigeants du PKK qui a organisé la lutte armée et la première opération contre les bases de l'armée turque, le 15 août 1984, date fondatrice de l'histoire du PKK.

Mahir Walat et Selim Curukkaya sont devenus membres du comité central du PKK plus tard, en 1986 et 1991, mais ils n'en ont pas moins joué un rôle important dans l'histoire du PKK. Un rôle que Selim Curukkaya a payé de 11 ans de prison lui aussi. Quant à Mahir Walat, il a dirigé le camp de Zalé, une énorme base où étaient formés 2.000 combattants et combattantes, à la frontière irako-iranienne, avant de devenir le représentant du PKK à Moscou, poste qu'il a occupé jusqu'à la capture d'Öcalan... dont il est aujourd'hui accusé d'être responsable.

Mais le prestige qu'ils ont pu avoir à une certaine époque a depuis cédé la place à l'opprobre : victimes d'une campagne de dénigrement systématique, ils sont considérés par la masse des partisans d'Öcalan comme des «traîtres». Et ils se heurtent à leurs anciens compagnons, membres du «conseil présidentiel» du PKK, dont l'autorité est intacte,

et qui exécutent à la lettre les directives d'Öcalan.

L'opposition comprend également de nombreux cadres et militants d'un rang trop subalterne (comme Akif Hassan, ancien responsable des relations internationales pour l'Europe) pour leur permettre de prendre une initiative. Certains d'entre eux n'ont pas toujours les mains très propres, et peuvent difficilement passer pour des démocrates. De plus l'opposition du PKK est divisée, comme l'était autrefois le monde des dissidents soviétiques, entre opposants de vieille date (Kesire Yildirin, Selim Curukkaya) et opposants de la dernière heure (Mahir Walat a rompu fin 1999); elle comprend aussi plusieurs courants, avec des opposants virulents, comme Selim Curukkaya qui a publié un pamphlet intitulé «*Les Versets sataniques d'Apo*», et d'autres plus modérés, comme Selahattin Celik, qui s'appête cependant à publier un livre plein de révélations sur «*La véritable histoire du PKK*». L'opposition comprend également des personnalités comme Nejdet Buldan, l'ancien maire de Yuksekova, membre démissionnaire du Parlement kurde en exil, un homme sans doute proche du PKK mais qui a toujours cru à l'action politique légale. L'opposition comprend même des membres du comité central du PKK en prison en Turquie depuis près de 20 ans comme Mehmet Can Yuçe et Meral Kidir, longtemps qualifiés de héros, aujourd'hui dénoncés comme traîtres.

Il est difficile de concevoir, actuellement, un programme commun réunissant toutes ces personnalités: qu'ont en effet de commun celles qui veulent démocratiser l'organisation mais poursuivre la lutte armée, celles qui veulent donner la priorité à la lutte politique, et celles enfin qui s'opposent aux concessions d'Apo mais pas à ses méthodes?.. On apprend soudain que ce parti que l'on croyait monolithique a une longue histoire de dissidences et d'exclusions : les premières oppositions au sein du comité central se manifestent dès le premier congrès (1982) et sont suivies par les premiers assassinats (Cetin Gunger en 1984, Rasul Altinak en 1985).

Mais c'est le congrès de 1986, dans un camp de la Bekaa, qui marque véritablement l'entrée du PKK dans une ère de répression sanglante comparable, toutes proportions gardées, à celle des grandes purges et des procès staliniens du PC soviétique à la fin des années 30. Arrêté juste avant le congrès, en même temps que Kesire Yildirin et Duran Kalkan, Selahattin Celik passe trois mois dans une cellule où il doit rédiger un rapport d'autocritique sur ses «erreurs» avant de comparaître devant un «tribunal»... Déchu de toutes ses fonctions, il est envoyé en Europe... Il avait été rejoint dans sa cellule de prison, après

le congrès, par un autre membre du comité central, Ali Omer Can (connu sous le nom de Terzi Djemal), sévèrement torturé par ses anciens camarades. Ali Omer Can n'en restera pas moins dans le PKK jusqu'au congrès de 1990 qu'il copréside avec Djemil Bayik, le numéro 2 actuel du PKK. C'est alors qu'il rompt définitivement avec ce parti, fondant le «PKK-Refondation». Il est assassiné en Syrie peu de temps après, le 1er novembre 1991.

«Il y a eu plus de 50 à 60 exécutions juste après le congrès de 1986», affirme Salahattin Celik ; «il n'y avait plus de place pour les enterrer! Certains étaient de simples militants, des Kurdes du Liban, accusés d'être des «agents», coupables de ne «pas exécuter les ordres», ou de «comploter contre Apo». L'objectif d'Öcalan était de montrer sa force, de faire peur».

La dérive du PKK s'aggrave après 1990: en 1991 Abdullah Öcalan convoque pour une «réhabilitation» de plusieurs mois dans son «académie Mahsum Korkmaz» de la Bekaa un certain nombre de cadres supérieurs du parti dont certains venaient de passer onze ans en prison: parmi eux Mustafa Karasu et Murat Karayilan (aujourd'hui membres du «conseil présidentiel» du PKK), Selim Curukkaya et Sukru Gulmus, et Hassan Atmaca (responsable pour l'Europe du parti jusqu'au début de l'année dernière).

«Abdullah Ocalan ne m'a même pas demandé comment j'avais supporté ces onze années de prison et de torture», raconte Sukru Gulmus. «Il m'a simplement dit : «Il faut accepter les règlements de l'Académie»». Et tous ont dû rédiger leur autocritique...

Pourquoi ces hommes qui se sont soumis pendant des années à la volonté d'Abdullah Öcalan dénoncent-ils aujourd'hui les excès d'un leader que certains d'entre eux comparent désormais à Mussolini après l'avoir traité comme un «prophète»? *«Öcalan, celui qui collait l'étiquette de «traître» sur les gens, a trahi lui-même»,* affirme Selim Curukkaya, que désormais plus rien ne retient... et qui sait que ses révélations tomberont sur des oreilles plus réceptives. Comment expliquer alors que les membres du «conseil présidentiel» qui ont subi les mêmes avanies continuent de suivre à la lettre les directives d'Apo? *«Le système d'autocritique du PKK est un véritable viol de l'être humain»,* affirme Sukru Gulmus, ajoutant: *«Si on a été violé une fois, il est très difficile de se remettre debout».*

Tous ces opposants se heurtent à des difficultés matérielles énormes — militants professionnels, la plupart n'ont pas de métiers et ne sont

pas préparés à gagner leur vie en Europe. Et ils se heurtent à l'ostracisme du PKK, qui les isole de leur communauté, quand il ne les agresse pas, comme ce fut le cas pour Selahattin Celik en août dernier, ou pour Selim Curukkaya, dont la tête est mise à prix. L'arrivée en Hollande de Murat Karayilan, membre du «conseil présidentiel», envoyé en Europe par Öcalan pour reprendre en mains un appareil qui présentait des signes inquiétants de divisions et la diffusion de communiqués menaçants contre les «profiteurs de guerre et les traîtres» annoncent sans doute l'aggravation des règlements de comptes.

Mais il est évident que si l'opposition à l'intérieur du PKK en Europe peut jouer un rôle en réveillant une opinion publique kurde assommée par la capture d'Öcalan et son procès, comme tentent de le faire les signataires du communiqué (11 janvier 2.000) de l'«initiative Kurde en Europe», c'est sur le terrain, au Kurdistan, dans la guérilla, que se jouera la partie décisive. Mais la lutte est très inégale: Hamili Yildirim, commandant de la région militaire du Dersim et membre du comité central, qui avait refusé de suivre les ordres du «conseil présidentiel» et de cesser la lutte, et dont les hommes ont abattu en janvier un hélicoptère Sikorsky, a été lui-même blessé. Un autre chef militaire «dissident», Isa, aurait selon certaines rumeurs, été attiré dans un traquenard, et tué. Mais il resterait dans le Dersim plusieurs dizaines de combattants résolus à poursuivre la lutte, envers et contre tout...Sont-ils l'avant-garde d'un nouveau PKK, plus démocratique? Ou sont-ils condamnés à disparaître, abattus les uns après les autres par l'armée turque ou par des aversaires obscurs. Le désintérêt total des autorités turques pour le «plan de paix» du PKK pourrait relancer la lutte plus vite que ne le croient tous ceux qui ont définitivement enterré la lutte armée et parient sur la «solution démocratique».

Chris Kutschera a écrit notamment Le défi kurde, Bayard-Editions, 1997 et Le Mouvement national kurde, Flammarion, 1979.